



PUY-DE-DÔME

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°63-2023-038

PUBLIÉ LE 30 MARS 2023

Sommaire

63_DDCS_Direction Départementale de la Cohésion Sociale du Puy-de-Dôme / DDCS

- 63-2023-03-14-00005 - Modification du récépissé de déclaration d'un organisme de services à la personne TOURNIER Véronique (2 pages) Page 3
- 63-2023-03-23-00003 - Rejet de déclaration d'un organisme de services à la personne NDUNGU Mercy (2 pages) Page 6

63_DDPP_Direction Départementale de la Protection des Populations du Puy-de-Dôme / Directeur

- 63-2023-03-24-00018 - Arrêté Préfectoral portant abrogation de l'habilitation sanitaire du Docteur Vétérinaire CORNELIO Federico (2 pages) Page 9

63_DDT_Direction Départementale des Territoires du Puy-de-Dôme / Service Eau Environnement Forêt

- 63-2023-03-28-00001 - AP2023-03-45 Relatif à l'approbation du document d'aménagement de la forêt du Château d'Aulteribe (centre des monuments nationaux) 2014-2033 Département : Puy-de-Dôme Surface de gestion : 73,47 ha Révision d'aménagement FR84-442 (2 pages) Page 12
- 63-2023-03-27-00004 - ARRÊTÉ N°2023/RF/03 modifiant l'arrêté préfectoral n°2023/RF/02 du 17 février 2023 portant application du régime forestier de parcelles de terrain appartenant à la commune de Teilhet et aux sections de Chez Charles, Chez Sagoueix, Maison Rouge, La Rodde, Mazaubel, Chabassiere, Malguete, Peyroux, La Boge Les Lignolles et la Rodde, commune de Teilhet (2 pages) Page 15

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme /

- 63-2023-03-14-00004 - KM_36723032014350 (10 pages) Page 18
- 63-2023-03-20-00001 - ST ELOY Les Nigennes Changement exploitant (3 pages) Page 29

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme / Courrier

- 63-2023-03-30-00001 - Arrêté portant mise en oeuvre du service minimum au sein du SDIS 63 et du CDSP 63 à l'occasion de la grève du 1er au 30 avril 2023 (4 pages) Page 33

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme / Sous-préfecture Issoire

- 63-2023-03-21-00003 - AP 12ème Rallye du Pays d'Ollièrgues (4 pages) Page 38

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme / Sous-préfecture Riom

- 63-2023-03-29-00001 - Avis de la CDAC 166- AÄSGARD 35 - Aubière (4 pages) Page 43
- 63-2023-03-29-00002 - Avis favorable CDAC 167 (4 pages) Page 48

63_DDCS_Direction Départementale de la
Cohésion Sociale du Puy-de-Dôme

63-2023-03-14-00005

Modification du récépissé de déclaration d'un
organisme de services à la personne TOURNIER
Véronique

**Modification du récépissé de déclaration
d'un organisme de services à la personne
enregistrée sous le N° SAP 839255429
et formulée conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

Le Préfet du Puy-de-Dôme

VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

VU l'arrêté préfectoral N° 20220283 du 4 mars 2022 accordant délégation de signature de Madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme ;

VU l'arrêté du 15 mars 2022 portant subdélégation de signature de Madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme à Monsieur Florent SCHMIDT, responsable du pôle insertion professionnelle et entreprises ;

CONSTATE :

VU le récépissé de déclaration d'activités de services à la personne délivré le 30 août 2021 au nom de l'entreprise TOURNIER Véronique sise 36, rue du 11 novembre – 63110 BEAUMONT sous le n° SAP 839255429 ;

VU la demande d'extension d'activités déposée auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (D.D.E.T.S.) du Puy-de-Dôme, le 5 mars 2023 ;

Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme.

Le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne enregistré au nom de l'entreprise TOURNIER Véronique sise 36, rue du 11 novembre – 63110 BEAUMONT sous le n° SAP 839255429, annule et remplace le récépissé délivré le 30 août 2021.

Le présent récépissé prend effet à compter du 5 mars 2023. Il n'est pas limité dans le temps.

Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de la D.D.E.T.S. du Puy-de-Dôme qui modifiera le récépissé initial.

La structure exerce son activité selon le mode suivant : prestataire.

Les activités déclarées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

Pour l'ensemble du territoire national :

- ✓ Entretien de la maison et travaux ménagers ;
- ✓ Garde d'enfants à domicile de plus de trois ans ;
- ✓ Préparation de repas à domicile, y compris le temps passé aux courses ;
- ✓ Livraison de courses à domicile ;
- ✓ Assistance administrative à domicile ;
- ✓ Accompagnement des enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transport, actes de la vie courante) ;
- ✓ Accompagnement des personnes autres que personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante) ;
- ✓ Assistance aux personnes autres que personnes âgées, handicapées ou atteintes de pathologies chroniques qui ont besoin temporairement d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion des soins relevant d'actes médicaux.

Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L. 7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.


Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 14 mars 2023

P/le préfet
P/la directrice départementale de l'emploi,
du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme,
le responsable du pôle insertion
professionnelle et entreprises,

Florent SCHMIDT

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and strokes, identifying Florent Schmidt.

63_DDCS_Direction Départementale de la
Cohésion Sociale du Puy-de-Dôme

63-2023-03-23-00003

Rejet de déclaration d'un organisme de services
à la personne NDUNGU Mercy



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale
de l'Emploi, du Travail et
des Solidarités**

Rejet de déclaration d'un organisme de services à la personne

Le Préfet du Puy-de-Dôme

VU le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-18 à R.7232-24, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5,

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

VU l'arrêté préfectoral N° 20220283 du 4 mars 2022 accordant délégation de signature de Madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme ;

VU l'arrêté du 15 mars 2022 portant subdélégation de signature de Madame Hélène ROY-MARCOU, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme à Monsieur Florent SCHMIDT, responsable du pôle insertion professionnelle et entreprises ;

VU la déclaration d'activité de services à la personne déposée auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (D.D.E.T.S.) du Puy-de-Dôme, le 23 mars 2023 par l'entreprise NDUNGU Mercy (nom commercial : MERCY NAIL'S BAR), sise 9, rue Dulaure – 63000 CLERMONT-FERRAND dont l'identifiant SIREN déclaré par la société est le 829985001 ;

CONSTATE :

Le numéro SIREN 829985001 correspond à l'entreprise NDUNGU Mercy (nom commercial : MERCY NAIL'S BAR), sise 9, rue Dulaure – 63000 CLERMONT-FERRAND dont l'activité principale exercée est soins de beauté ;

L'entreprise NDUNGU Mercy (nom commercial : MERCY NAIL'S BAR), réalisant des prestations (soins de beauté) non listées par l'article D 7231-1 du Code du Travail, ne respecte pas la condition d'activité exclusive conformément à l'article L 7232-1-1 du Code du Travail.

En conséquence, la déclaration d'activité de services à la personne déposée, le 23 mars 2023 par l'entreprise NDUNGU Mercy (nom commercial : MERCY NAIL'S BAR), sise 9, rue Dulaure – 63000 CLERMONT-FERRAND dont l'identifiant SIREN déclaré par la société est le 829985001 est rejetée.

Cette décision peut, dans les deux mois à compter de sa notification, faire l'objet d'un recours :

- gracieux auprès de la D.D.E.T.S. 63 ;
- hiérarchique adressé au ministre chargé de l'économie, des finances et de la relance - direction générale des entreprises - sous-direction des services marchands, 61 Boulevard Vincent Auriol, 75703 PARIS CEDEX 13 ;
- contentieux auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, 6 cours Sablon, 63000 Clermont-Ferrand ou par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le réseau internet (www.telerecours.fr) .

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique ou en l'absence de réponse à ce recours (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif peut également être formé contre la décision initiale dans un délai de deux mois à compter de ce rejet.

Le présent document sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le 23 mars 2023

P/le préfet
P/la directrice départementale de l'emploi,
du travail et des solidarités du Puy-de-Dôme,
le responsable du pôle insertion
professionnelle et entreprises,

Florent SCHMIDT



63_DDPP_Direction Départementale de la
Protection des Populations du Puy-de-Dôme

63-2023-03-24-00018

Arrêté Préfectoral portant abrogation de
l'habilitation sanitaire du Docteur Vétérinaire
CORNELIO Federico

**ARRETE PREFECTORAL DDPP/SVSPA/2023 N°114
PORTANT ABROGATION DE L'HABILITATION SANITAIRE
DU DOCTEUR VETERINAIRE CORNELIO Federico**

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L. 203-1 à L. 203-7, L. 223-6, R. 203-1 à R. 203-15 et R. 242-33 ;

VU le décret n° 80-516 du 4 juillet 1980, modifié par le décret n° 90-1033 du 19 novembre 1990 et par le décret 2003-768 du 1^{er} août 2003, relatif à l'exécution des mesures de prophylaxie collective des maladies des animaux ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de Préfet du Puy-de-Dôme ;

VU l'arrêté du 28 août 2020 portant nomination de Monsieur Bertrand TOULOUSE, inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire, est nommé directeur départemental de la protection des populations du Puy-de-Dôme, à compter du 07 septembre 2020

VU l'arrêté préfectoral 2021-0248 du 12 février 2021 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand TOULOUSE, Directeur Départemental de la Protection des Populations ;

VU l'arrêté DDPP/DIR/n°2021-280 du 26 novembre 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Bertrand TOULOUSE, Directeur Départemental de la Protection des Populations du Puy de Dôme, à certains de ses collaborateurs ;

VU l'arrêté préfectoral DDSV n° 04/008 du 15/01/2004 portant attribution du mandat sanitaire à Monsieur Federico CORNELIO, Vétérinaire sanitaire domicilié à COMMENTRY ;

VU le mail de la DDETSPP de l'ALLIER en date du 24/03/2023 concernant la suspension d'activité professionnelle de CORNELIO Federico depuis le 01/04/2022 ;

Sur proposition du Directeur Départemental en charge de la protection des populations du Puy de Dôme ;

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté préfectoral DDSV n° 04/008 du 15/01/2004 portant attribution du mandat sanitaire à Monsieur CORNELIO Federico, Vétérinaire Sanitaire à COMMENTRY est abrogé.

Article 2

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy de Dôme et Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy de Dôme.

Fait à Lempdes, le 24 mars 2023

LE PREFET,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de la Protection des Populations,

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations,
le Chef de service,

Jean-Baptiste GUNTARD



Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

63_DDT_Direction Départementale des
Territoires du Puy-de-Dôme

63-2023-03-28-00001

AP2023-03-45 Relatif à l'approbation du
document d'aménagement
de la forêt du Château d'Aulteribe (centre des
monuments nationaux) 2014-2033
Département : Puy-de-Dôme
Surface de gestion : 73,47 ha
Révision d'aménagement FR84-442

Lempdes, le 28 mars 2023

ARRÊTE n°2023/03-45

**Relatif à l'approbation du document d'aménagement
de la forêt du Château d'Aulteribe (centre des monuments nationaux) 2014-2033**

Département : Puy-de-Dôme

Surface de gestion : 73,47 ha

Révision d'aménagement FR84-442

**La Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

- Vu** les articles L124-1, L212-1 à L212-3, D212-1, D212-2, R212-3, D212-5, D212-6 et D214-15 à D214-21-1 du Code Forestier ;
- Vu** les articles L621-32 et R621-96 du Code du Patrimoine ;
- Vu** les articles L632-1 à L632-3 et D642-11 à D642-28 du Code du Patrimoine ;
- Vu** le schéma régional d'aménagement de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 octobre 2020 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 septembre 1999 portant approbation de l'aménagement de la forêt du Château d'Aulteribe pour la période 1995-2004 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-20 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Bruno FERREIRA, directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Vu** l'arrêté DRAAF n° 2023/03-01 du 1^{er} mars 2023 portant délégation de signature à certains agents de la DRAAF pour les compétences d'administration générale ;
- Vu** la décision du Président du Centre des monuments nationaux en date du 13 janvier 2015, donnant son accord sur le projet d'aménagement forestier qui lui a été proposé par l'Office ;
- Vu** l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France du département du Puy-de-Dôme en date du 28 décembre 2020 pour la mise en œuvre de l'aménagement au titre de la réglementation sur les monuments historiques ;
- Vu** le dossier d'aménagement déposé le 28 avril 2016 et complété le 22 novembre 2022 ;

Considérant que les coupes et travaux prévus par l'aménagement ne peuvent pas être réalisés indépendamment des autorisations préalables pouvant être nécessaires au titre de la réglementation propre aux monuments historiques.

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Auvergne-Rhône-Alpes
16B Rue Aimé Rudel – BP 45 – 63370 LEMPDES
Tél. : 04 73 42 14 14 – <http://www.draaf.auvergne-rhone-alpes.agriculture.gouv.fr/>

ARRÊTE

Article 1^{er} : La forêt du Château d'Aulteribe (Puy-de-Dôme), d'une contenance de 73,47 ha, est affectée prioritairement à la fonction de production ligneuse et à la fonction sociale tout en assurant la fonction écologique et la fonction de protection contre les risques naturels, dans le cadre d'une gestion durable multifonctionnelle.

Article 2 : Cette forêt comprend une partie boisée de 71,68 ha, actuellement composée de chêne sessile (52%), pin sylvestre (16%), douglas (12%), épicéa de Sitka (3%), charme (12%), châtaignier (3%), chêne rouge (2%). 1,79 ha sont non boisés.

La surface boisée est entièrement en sylviculture, elle sera traitée en futaie régulière

Dans les zones en sylviculture, les essences "objectif" principales qui déterminent sur le long terme les grands choix de gestion de ces peuplements seront le chêne sessile (60,80 ha), le douglas (10,88 ha). Les autres essences seront maintenues comme essences "objectif" associées ou comme essences d'accompagnement.

Article 3 : Pendant une durée de 20 ans (2014-2033), la forêt sera divisée en 3 groupes de gestion :

- un groupe de régénération, d'une contenance de 3,55 ha, susceptibles de production ligneuse qui seront nouvellement ouverts en régénération et feront l'objet d'une coupe définitive au cours de la période ;
- un groupe d'amélioration, d'une contenance totale de 69,00 ha, susceptibles de production ligneuse, qui sera parcouru, sur 68,13 ha, par des coupes selon une rotation de 10 ans ;
- un groupe hors sylviculture, d'une contenance de 0,92 ha, qui sera laissé en évolution naturelle.

L'Office national des forêts informera régulièrement le propriétaire de l'état de l'équilibre sylvo-cynégétique dans la forêt et proposera toutes les mesures nécessaires à son maintien ou son rétablissement, en s'assurant en particulier que le niveau des demandes de plans de chasse concernant la forêt est adapté à l'évolution des populations de grand gibier et des dégâts constatés sur les peuplements.

Les mesures définies par l'aménagement visant à la préservation de la biodiversité courante, ainsi qu'à la préservation des sols et des eaux de surface, seront systématiquement mises en œuvre.

Article 4 : Le directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le directeur territorial de l'Office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département de la Savoie.

Pour la préfète et par délégation,
Pour le directeur régional de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt,
Le chef du service régional de la forêt,
du bois et des énergies,



Julien MESTRALLET

63_DDT_Direction Départementale des
Territoires du Puy-de-Dôme

63-2023-03-27-00004

ARRÊTÉ N°2023/RF/03

modifiant l'arrêté préfectoral n°2023/RF/02 du
17 février 2023

portant application du régime forestier de
parcelles de terrain appartenant à la commune
de Teilhet et aux sections de Chez Charles, Chez
Sagoueix, Maison Rouge, La Rodde, Mazaubel,
Chabassiere, Malguete, Peyroux, La Boge Les
Lignolles et la Rodde, commune de Teilhet

ARRÊTÉ N°2023/RF/03
modifiant l'arrêté préfectoral n°2023/RF/02 du 17 février 2023
portant application du régime forestier de parcelles de terrain appartenant à la
commune de Teilhet et aux sections de Chez Charles, Chez Sagoueix, Maison Rouge,
La Rodde, Mazaubel, Chabassiere, Malguete, Peyroux, La Boge Les Lignolles et la
Rodde, commune de Teilhet

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi d'orientation sur la forêt n° 2001-602 du 9 juillet 2001 ;

Vu les articles L 211-1, L 214-3, R 214-2, 214-3, D 214-4, R 214-6, 214-7 et 214-8 du code forestier ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet du Puy-de-Dôme ;

Vu l'arrêté du 21 juin 2021 nommant Monsieur Guilhem BRUN, Directeur départemental des territoires pour le département du Puy-de-Dôme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 20211535 du 9 août 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Guilhem BRUN, Directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté DDT63/SG/2022-01 du 28 décembre 2022 portant subdélégation de signature de Monsieur Guilhem BRUN, Directeur départemental des territoires à Madame Mireille FAUCON, cheffe du service eau, environnement, forêt ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 2019 portant soumission de la forêt communale de Teilhet ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 1866 portant soumission de la forêt sectionale de Chez Sagoueix ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 1866 portant soumission de la forêt sectionale de Maison Rouge ;

Vu l'arrêté de 1860 portant soumission de la forêt sectionale de La Rodde ;

Vu la délibération du conseil municipal de Teilhet en date du 10 février 2022,

Vu le procès-verbal de reconnaissance contradictoire en date du 14 janvier 2022,

Vu l'avis favorable de l'Office National des Forêts ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023/RF/02 portant application du régime forestier de parcelles de terrain appartenant à la commune de Teilhet et aux sections de Chez Charles, Chez Sagoueix, Maison Rouge, La Rodde, Mazaubel, Chabassiere, Malguete, Peyroux, La Boge Les Lignolles et la Rodde, commune de Teilhet du 17 février 2023,

Considérant qu'une erreur matérielle est intervenue dans la rédaction de l'arrêté préfectoral n°2023/RF/02,

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1^{er} - L'article 1 de l'arrêté préfectoral n°2023/RF/02 portant application du régime forestier de parcelles de terrain appartenant à la commune de Teilhet et aux sections de Chez Charles, Chez Sagoueix, Maison Rouge, La Rodde, Mazaubel, Chabassiere, Malguete, Peyroux, La Boge Les Lignolles et la Rodde, commune de Teilhet est modifié comme suit :

La contenance cadastrale ainsi que la surface relevant du régime forestier de la parcelle A 772 section de Chez Charles est de 8,7620 ha.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché et affiché dans la commune de Teilhet par les soins du maire qui certifiera l'application de cette formalité.

Article 3 - Le Préfet du Puy-de-Dôme, le Maire de la commune de Teilhet, le directeur territorial de l'Office National des Forêts, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lempdes, le 27 mars 2023

Pour le Préfet et par délégation
Pour Le directeur départemental des territoires,
La cheffe de service eau, environnement et forêt,



Mireille Faucon

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

2/2

Site de Marmilhat – BP 43
63370 LEMPDES
Tél : 04.73.42.14.14
www.puy-de-dome.gouv.fr

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-03-14-00004

KM_36723032014350



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

20230393

ARRÊTÉ N°

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'exploitation d'une unité d'épuration de biogaz, produit d'une part, par l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par le VALTOM au lieu-dit Puy Long sur le territoire de la Commune de Clermont-Ferrand et, d'autre part, par le méthaniseur du pôle de traitement et de valorisation de déchets exploité par la société VERNEA à Clermont-Ferrand, avec réinjection du biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples ;

Vu l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°08/02234 du 25 juin 2018 instituant des servitudes d'utilité publique dans la bande des 200 mètres autour de la zone d'exploitation étendue du centre de stockage de déchets de Puy Long situé à Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral n°13/02155 du 31 octobre 2013 autorisant le VALTOM à étendre et à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Puy Long sur le territoire de la Commune de Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°17-01583 du 2 août 2017 adoptant les prescriptions imposées au VALTOM pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Puy Long sur la Commune de Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°18-01942 du 4 décembre 2018 adoptant les prescriptions imposées au VALTOM pour l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Puy Long sur la Commune de Clermont-Ferrand ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19-00545 du 19 avril 2019 modifiant les conditions de remise en état de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Puy Long exploitée par le VALTOM sur le territoire de la Commune de Clermont-Ferrand pour permettre l'implantation d'un parc photovoltaïque ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-1588 du 25 août 2021 autorisant le VALTOM à mettre à jour la surveillance environnementale, à prolonger la dérogation de capacité annuelle, à étendre la zone de chalandise

de l'installation de stockage de déchets non dangereux et à créer un casier dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante au lieu-dit Puy Long sur le territoire de la Commune de Clermont-Ferrand ;

Vu la demande présentée le 27 avril 2022 par le VALTOM dont le siège social est situé 1 Chemin des Domaines de Beaulieu – 63000 CLERMONT-FERRAND, visant à exploiter une unité d'épuration et de réinjection de biogaz, produit par l'ISDND de Puy Long et par le méthaniseur du pôle VERNEA et complétée par les éléments transmis les 15 juin 2022, les 7 et 26 octobre 2022 et 15 novembre 2022 ;

Vu l'avis émis par le Service Départemental d'Incendie et de Secours par courrier daté du 29 août 2022 ;

Vu le projet d'arrêté porté le à la connaissance du demandeur le 20 octobre 2022 et le message électronique du VALTOM daté du 20 décembre 2022 indiquant ne pas avoir d'observation sur ledit projet ;

Vu le rapport et les propositions en date du 02 mars 2023 de l'inspection des installations classées ;

Considérant que les zones des effets indirects par bris de vitre au seuil de 20 mBar, générées par des phénomènes d'explosion dans l'unité d'épuration du biométhane ou du poste d'injection GrDF s'étendent hors des limites de propriété du site ;

Considérant que ces zones sont incluses dans la bande des 200 mètres autour de la zone d'exploitation étendue de l'ISDND de Puy-Long gréée de servitudes d'utilité publique instaurées par l'arrêté préfectoral n°08/02234 du 25 juin 2018 sus-visé ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur pour adapter les dispositions préfectorales à la mise en service de cette nouvelle unité de valorisation du biogaz ;

Considérant que le projet d'exploitation d'une unité d'épuration de biogaz avec réinjection de biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel n'est pas une extension mais un projet destiné à valoriser différemment qu'actuellement une partie du biogaz généré par l'ISDND de Puy-Long et le pôle de traitement VERNEA situés à Clermont-Ferrand ;

Considérant que le projet sus-visé n'est pas soumis à déclaration ou autorisation au titre d'une rubrique de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le projet sus-visé n'est pas de nature, selon les éléments du dossier présenté, à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement ;

Considérant que ces modifications ne constituent par conséquent pas une modification substantielle au sens de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement ;

Considérant que les différents organes constituant l'unité d'épuration et de réinjection de biogaz devront respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé, notamment en ce qui concerne les déclarations de mise en service, les contrôles de mise en service et les plans de surveillances pour les tuyauteries concernées ;

Considérant qu'il convient donc, conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'Environnement, de modifier les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 précité ;

Sur proposition de monsieur le Secrétaire Général,

ARRÊTE

Article 1er

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé d'autorisation du VALTOM, pour son installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de Clermont-Ferrand, au lieu-dit Puy-Long sont modifiées suivant les dispositions du présent arrêté.

Article 2

Les alinéas suivants sont ajoutés à la fin de l'article 1.2.4. « Consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 :

- « Une unité d'épuration de biogaz produit par l'ISDND et par le méthaniseur du pôle VERNEA avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel. Celle-ci se compose :

- d'une unité d'épuration membranaire comportant :
 - une unité de pré-traitement,
 - une unité de désulfuration,
 - un compresseur,
 - un filtre membranaire pour l'épuration des COV,
 - une unité ORS dédiée à l'élimination des traces de vapeur d'huile,
 - un filtre membranaire pour l'épuration du CO₂,
 - d'un oxydateur thermique ;
- d'une unité de cryo-distillation comprenant un stockage de 6 m³ d'azote liquide.

L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel est disposée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur. Sans préjudice de ces dispositions, elle respecte également les plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance présenté le 27 avril 2022 et complété les 15 juin, 7 octobre et 15 novembre 2022.

Le préfet est informé de la date de mise en exploitation de l'installation d'épuration du biogaz et d'injection de biométhane dans le réseau de distribution du gaz naturel.

Un plan de l'installation représentant les différents équipements qui la constituent ainsi que les tuyauteries et dispositif de sécurité associés est situé en annexe 1 du présent arrêté. Il est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées et du service d'incendie et de secours.

La limite entre le réseau biogaz du VALTOM et le réseau de distribution de GrdF correspond à la limite de propriété. »

Article 3

L'article 3.2.1 « Conduits et installations raccordées : traitement et valorisation du biogaz » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 3.2.1. Conduits et installations raccordées : traitement et valorisation du biogaz

L'installation de traitement qui équipe le site se compose de :

- Deux groupes électrogènes de 2 MW pouvant consommer au total environ 1 100 Nm³/h de biogaz,
- Deux torchères de capacité de traitement maximale de 1 200 Nm³/h de biogaz,
- Une unité d'épuration de biogaz dont l'oxydateur a une capacité de traitement d'environ 220 Nm³/h.

N° de conduit	Installations raccordées	Consommation maximale Caractéristiques	Combustible	Autres caractéristiques
1	Moteur de valorisation 1	550 Nm ³ /h Puissance thermique de 5,2 MW	Biogaz de l'ISDND	Production maximale d'électricité 1MW
2	Moteur de valorisation 2	550 Nm ³ /h Puissance thermique de 5,2 MW	Biogaz de l'ISDND	Production maximale d'électricité 1MW
3	Torchère 1	Environ 650 Nm ³ /h	Biogaz de l'ISDND	
4	Torchère 2	Environ 550 Nm ³ /h	Biogaz de l'ISDND	
5	Oxydateur thermique de l'unité d'épuration de biogaz	Environ 220 Nm ³ /h	mélange évent gazeux unité membrane + évent gazeux unité cryodistillation	
6	Torchère WAGABOX	Environ 400 Nm ³ /h	Biogaz injecté sur l'unité d'épuration + mélange évent gazeux unité membrane + évent gazeux unité	

N° de conduit	Installations raccordées	Consommation maximale Caractéristiques	Combustible	Autres caractéristiques
			cryodistillation (en cas d'arrêt de l'unité d'épuration du biogaz)	

Article 4

Le tableau de l'article 3.2.2 « Conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est remplacé par le tableau suivant :

	Hauteur en m/TN	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N°1	9	0,25	3884 Nm³/h	57
Conduit N°2	9	0,25	3884 Nm³/h	57
Conduit N°3	9	2,2	-	6
Conduit N°4	8	2	-	4,9
Conduit N°5	6	0,55	211 Nm³/h	2,5
Conduit N°6	7	0,92	400 Nm³/h	2,5

Article 5

L'article 3.2.3 « Installations de traitement du biogaz » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 3.2.3 - Installations de traitement du biogaz

Les installations de destruction ou de valorisation du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

Les gaz de combustion des torchères doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi. »

Les équipements de destruction du biogaz, ainsi que l'oxydateur thermique utilisé dans le cadre de l'exploitation de l'unité d'épuration de biogaz, sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température et font l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi.

L'établissement dispose en permanence d'une torchère de secours destinée à la destruction du biogaz par incinération en cas d'arrêt des installations de valorisation du biogaz. »

Article 6

Le tableau de l'article 3.2.5 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est remplacé par le tableau suivant :

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduits n°1 et 2	Conduits n°3, 4, 5 et 6
Concentration en O ₂ de référence	15,00 %	11 %
Poussières	150	-
SO ₂	60	300
NO _x en équivalent NO ₂	190	-
CO	1200	150
COVM	50	-

Article 7

L'article 4.3.1 « Identifications des effluents » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est complété par l'alinéa suivant :

« Les condensats de l'unité d'épuration du biogaz sont renvoyés vers le réseau de collecte et de traitement des lixiviats du site. »

Article 8

L'article 5.1.7 « Déchets produits par l'établissement » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est complété par le tableau et les alinéas suivants :

« Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal de l'unité d'épuration du biogaz sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets dangereux	19 01 05*	Supports de lit activé
	19 01 07*	Absorbants (selexsorb, Silica gel, zéolithe,...)
	19 01 10*	Charbons actifs
Déchets non dangereux	10 03 05	Alumine activée
Déchets dangereux	13 02 06*	Huiles

Les déchets produits par l'unité d'épuration du biogaz sont gérés selon les dispositions du chapitre 5.1 du présent arrêté. »

Article 9

L'article 7.2.5 « Moyens de lutte contre l'incendie » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est complété par l'alinéa suivant :

« L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane est dotée à minima des moyens de lutte suivants contre l'incendie :

– D'un poteau incendie, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés, implanté à moins de 100 mètre de l'unité d'épuration, distance mesurée sur des chemins carrossables et utilisables par les moyens des services d'incendie et de secours, assurant un débit de 60 m³/h pendant deux heures à une pression dynamique supérieure à 1 bar. »

Article 10

L'article 7.3.3 « Installations de traitement du biogaz » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Article 7.3.3. Installations de traitement et d'épuration du biogaz

7.3.3.1. Implantation

L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel est implantée suffisamment loin de tout stockage et de toute activité mettant en œuvre des matières combustibles ou inflammables afin d'éviter tout effet domino.

7.3.3.2. Accès

Les installations de valorisation du biogaz sont efficacement clôturées et leur accès interdit à toute personne non habilitée par l'exploitant.

Leur accès pour les engins de lutte contre l'incendie est facilité par la mise en place d'une serrure déverrouillable à l'aide d'un triangle femelle de 11 mm ainsi que des plans du site mis à disposition des personnels intervenants.

Leur desserte est assurée par des voies stabilisées répondant aux caractéristiques suivantes d'une voie engin :

- largeur de 3 m, bandes réservées au stationnement exclues,
- force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum,
- rayon intérieur R supérieur ou égal à 11 m,

- sur-largeur $S = 15 / R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 m (S et R étant exprimés en mètres),
- hauteur libre supérieure ou égale à 3,5 m,
- pente inférieure à 15 %.

7.3.3.3. Matériels

Les matériaux sont choisis en fonction des fluides contenus ou circulant dans les appareils, pour atténuer ou supprimer les effets de la corrosion, de l'érosion et des chocs mécaniques et thermiques.

Les matériels et leurs supports doivent être conçus et réalisés de telle sorte qu'ils ne risquent pas d'être soumis à de tensions anormales en cas de contraintes thermiques, mécaniques, de tassement du sol, surcharge occasionnelle...

La sécurité des installations doit notamment être assurée par l'utilisation d'équipements de contrôle ainsi que par la mise en place de soupape de sécurité, de clapets, de joints d'éclatement ou de dispositifs analogues.

Les installations doivent permettre d'accéder facilement autour des appareils pour détecter les suintements, fissuration, corrosions éventuelles des parois latérales et des parties des fonds éventuellement apparentes.

Les exigences de conception, de construction et d'exploitation des appareils doivent respecter les textes législatifs et réglementaires relatifs à l'énergie, aux appareils à pression, et toute autre réglementation opposable.

S'agissant de l'unité d'épuration du biogaz et de réinjection, les matériels électriques doivent être installés conformément à la réglementation relative aux matériels électriques installés dans des emplacements présentant des risques d'explosion.

7.3.3.4. Conduite des installations

Au niveau des installations de valorisation de biogaz est mis en place un dispositif de conduite et de surveillance des appareillages le nécessitant. Ce dispositif est centralisé en salle de contrôle ou équivalent.

Le dispositif de conduite comporte la mesure et l'enregistrement en continu des paramètres importants pour la sécurité de l'installation.

De plus, ce dispositif de conduite est conçu de manière à ce que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive excessive des paramètres par rapport aux conditions normales d'exploitation.

La conception et la fréquence d'entretien de l'installation de valorisation doivent permettre d'éviter les accumulations de poussières sur les structures, les appareillages et dans les alentours.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

L'installation d'épuration du biogaz est exploitée et entretenue par des personnes formées à cet effet.

Des procédures de suivi et de maintenance sont établies. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation normale, incidentelle ou accidentelle. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est défini sous la responsabilité de l'exploitant et ne peut en tout état de cause être supérieur à 1 an. Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

7.3.3.5. Alimentation en combustible

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

L'alimentation générale amont en biogaz des installations de valorisation est munie d'une vanne manuelle de barrage afin de permettre en toute circonstance l'interruption de cette alimentation. Les positions « ouvertes » / « fermées » de la vanne sont clairement identifiées.

La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

7.3.3.6. Détection de gaz, détection incendie

7.3.3.6.a. Unité d'épuration du biogaz

L'exploitant établit et tient à jour la liste des équipements importants pour la sécurité de l'installation. Cette liste est tenue à disposition de l'inspection. Ces équipements sont pris en compte dans les procédures de suivi et de maintenance visées au dernier alinéa de l'article 7.3.3.4.

La détection d'un des défauts suivants entraîne la mise en sécurité automatique de l'installation (mise à l'arrêt des équipements et fermeture automatique des vannes sur les tuyauteries de gaz en amont et en aval de l'installation) :

- Franchissement d'un seuil de température haute défini sous la responsabilité de l'exploitant de l'huile ou du gaz dans l'un des deux compresseurs de l'installation (unité d'épuration membranaire ou unité de cryo-distillation) ;
- Franchissement d'un seuil de pression basse défini sous la responsabilité de l'exploitant à l'aspiration du compresseur de l'unité d'épuration membranaire ;
- Franchissement d'un seuil de pression haute défini sous la responsabilité de l'exploitant à l'aspiration ou au refoulement d'un des deux compresseurs de l'installation (unité d'épuration membranaire ou unité de cryo-distillation) ;
- Franchissement du seuil de concentration haute en oxygène de 25 % de la LIE en sortie de l'étape de prétraitement.

Le conteneur de l'unité d'épuration membranaire est équipé d'au moins deux détecteurs de gaz (un de méthane et d'oxygène) judicieusement répartis.

Le franchissement d'un premier seuil de détection de gaz (10 % de la LIE de l'oxygène ou du méthane) entraîne le démarrage automatique d'un extracteur d'air dans le conteneur.

Le franchissement d'un second seuil de détection de gaz (25 % de la LIE de l'oxygène ou du méthane) entraîne la mise en sécurité de l'installation (mise à l'arrêt des équipements et fermeture automatique des vannes sur les tuyauteries de gaz amont et aval de l'installation).

Tout évènement conduisant à la mise à l'arrêt d'urgence de l'unité d'épuration du biogaz est déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées dans les formes prévues à l'article 2.5.1. du présent arrêté.

Les tuyauteries de gaz entre les différents équipements de l'installation d'épuration de biogaz et jusqu'au poste d'injection dans le réseau et, le cas échéant, la canalisation de gaz jusqu'à la sortie du site sont des tuyauteries soudées sans raccord. Toutes dispositions sont prises pour les protéger contre une éventuelle agression mécanique (passage en caniveau, mise en place de glissières de sécurité,...). Elles sont repérées par les couleurs normalisées.

Une convention est établie avec GrDF pour permettre l'accès à ses installations en cas de sinistre.

7.3.3.6.b. Autres installations

Un dispositif de détection de gaz déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations de valorisation du biogaz.

Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manoeuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Notamment, deux détecteurs de gaz, au minimum de méthane, situés en salle de commande et en salle des machines sont mis en place. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 7.3.3.4. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 40 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

L'installation de valorisation est munie de dispositifs de protection du conteneur permet de réduire les conséquences d'un dysfonctionnement éventuel, notamment, un dispositif anti-retour de flamme sur le surpresseur.

Article 11

L'article 9.2.6.1 « Mesures périodiques » de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2013 est remplacé par l'article suivant :

« Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

Une mesure de la situation acoustique est par ailleurs réalisé au plus tard dans les 3 mois qui suivent la mise en service de l'unité d'épuration du biogaz. »

Article 12 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté préfectoral est déposée à la mairie de Clermont-Ferrand et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Clermont-Ferrand pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale d'un mois.

Article 13 – Exécution et copies

Le secrétaire général de la préfecture du Puy-de-Dôme, le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le

14 MARS 2023

Pour le Le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Laurent LENOBLE

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

[illegible]

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-03-20-00001

ST ELOY Les Nigennes Changement exploitant



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTE N°

20230410

ARRÊTÉ N°

autorisant le changement d'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux « Les Nigognes » exploitée sur la commune de Saint-Eloy-les-Mines au profit du VALTOM

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement et notamment son livre V et ses articles R.516-1, R.181-45 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non-dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°13/00064 du 09 janvier 2013 fixant des prescriptions complémentaires à l'installation de stockage de déchets non-dangereux exploitée par le SICTOM des Combrailles sur le territoire de la commune de Saint-Eloy-les-Mines ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 11 mai 2018 modifiant les prescriptions appliquées au SICTOM des Combrailles sur le territoire de la commune de Saint-Eloy-les-Mines ;
- Vu** la circulaire DPPR/SDPD n°96-858 du 28 mai 1996 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets ;
- Vu** la circulaire DPPR/SDPD/BGTD/SD n°0532 du 23 avril 1999 relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets ;
- Vu** la délibération du SICTOM des Combrailles n°57/2017 datée du 18 décembre 2017 autorisant la Présidente du SICTOM à signer tout document afférent au transfert de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Saint-Eloy-les-Mines au VALTOM ;
- Vu** l'avenant n°2, au contrat de caution FRSUNA.13739 du 14 mars 2014, signé le 12 janvier 2021 entre le VALTOM et la société CHUBB European Group SE ;
- Vu** la lettre préfectorale du 25 août 2022 autorisant le SICTOM des Combrailles à prolonger d'un an la durée d'exploitation du casier dédié aux déchets inertes ;
- Vu** le courrier adressé par la présidente du SICTOM des Combrailles à la préfecture du Puy-de-Dôme en date du 02 août 2022 demandant le transfert de l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur la commune de Saint-Eloy-les-Mines, complété par les éléments transmis par courrier électronique du 12 septembre 2022 ;
- Vu** le projet de convention de droit de passage entre le SICTOM des Combrailles et le VALTOM transmise le 12 septembre 2022 ;
- Vu** le courrier du SICTOM des Combrailles en date du 25 janvier 2023 informant le Préfet du Puy-de-Dôme de l'arrêt de l'exploitation du casier de stockage de déchets inertes à compter du 9 janvier 2024 ;
- Vu** le courrier du SICTOM des Combrailles en date du 1^{er} février 2023 et portant sur l'exploitation d'installations relevant des rubriques 2710-1-b et 2710-2-b de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 22 février 2023 à la connaissance du demandeur ;
- Vu** l'absence d'observations formulées par le SICTOM des Combrailles et le VALTOM, par courriers électroniques respectivement en date du 23 février et du 02 mars 2023 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2023;

Considérant que la demande de changement d'exploitant susvisée concerne uniquement l'installation de stockage de déchets non dangereux relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations et que la déchetterie dont les installations relèvent des rubriques 2710-1-b et 2710-2-b demeure exploitée par le SICTOM des Combrailles ;

Considérant que dans son courrier susvisé daté du 1^{er} février 2022, le SICTOM des Combrailles s'est engagé à réaliser les démarches administratives nécessaires afin de régulariser la situation administrative de ses installations relevant des rubriques 2710-1-b et 2710-2-b ;

Considérant que la convention de passage précitée permet le libre accès aux installations de stockages via les installations du SICTOM des Combrailles ;

Considérant que la demande d'autorisation de changement d'exploitant susvisée justifie, de façon appropriée, l'adéquation des capacités techniques et financières du VALTOM pour assurer l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Saint-Eloy-les-Mines ;

Considérant que les garanties financières imposées par l'article R.516-1 du Code de l'environnement à l'installation de stockage de déchets non dangereux de Saint-Eloy-les-Mines sont couvertes par le contrat cadre FRSUNA 13739 du 14 mars 2014 modifié par l'avenant n°2 du 12 janvier 2021 suscité ;

Considérant que les conditions requises en vertu de l'article R.516-1 du Code de l'environnement sont réunies pour autoriser le transfert d'exploitant ;

Considérant que l'autorisation de changement d'exploitant d'une installation visant au 1° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement doit être instruite dans les formes prévues aux articles R. 181-45 et R. 512-46-22 du Code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard des activités qui restent exercées sur le centre de stockage de déchets (casier amiante), il est nécessaire de mettre à jour le tableau de classement du site ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général

ARRÊTE

Article 1er – Changement d'exploitant

L'autorisation, octroyée au SICTOM des Combrailles, par l'arrêté préfectoral n°13/00064 du 09 janvier 2013 modifié, pour assurer l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de Saint-Eloy-les-Mines est transférée au VALTOM (SIRET : 256 302 670 00037) avec effet à notification du présent arrêté.

Article 2 – Installations classées

Le tableau de classement de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2013 est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Régime	Libellé	Description
2760-3	E	Installation de stockage de déchets inertes	1 casier dédié d'un volume de 25 000 m³ Exploitation autorisée jusqu'au 09 janvier 2024

Article 3 – Notification et publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté préfectoral est déposée à la mairie de Saint-Eloy-les-Mines et peut y être consultée ;

- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie concernée pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Puy-de-Dôme pendant une durée minimale d'un mois.

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié au VALTOM et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de Saint-Eloy-les-Mines,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le **20 MARS 2023**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Laurent LENOBLE

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-03-30-00001

Arrêté portant mise en oeuvre du service minimum au sein du SDIS 63 et du CDSP 63 à l'occasion de la grève du 1er au 30 avril 2023



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PREFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTE N°

20230521

**SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET
DE SECOURS DU PUY-DE-DÔME
CORPS DÉPARTEMENTAL
DES SAPEURS-POMPIERS**

DIRECTION
143, avenue du Brézet
63100 CLERMONT-FERRAND
Téléphone : 04.73.98.15.18
Télécopie : 04.73.98.65.80

ARRÊTÉ
portant mise en œuvre du service minimum
au sein du SDIS 63 et du CDSP 63
à l'occasion de la grève
du 1er au 30 avril 2023

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Chevalier la Légion d'honneur

Chevalier des Palmes académiques

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1424-2,

VU le Nouveau Code Pénal et notamment son article R 642-1,

VU le Code de justice administrative,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret 97-1225 du 26 décembre 1997 relatif à l'organisation des services d'incendie et de secours (SIS),

VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions statutaires communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels (SPP),

VU les décrets n° 90-851 du 25 septembre 1990 modifié, n° 2001-681 et n° 2001-682 du 30 juillet 2001 portant statuts particuliers du cadre d'emplois des SPP,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2011 relatif au schéma départemental d'analyse et de couverture des risques,

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2011 modifié portant règlement opérationnel du SIS du Puy-de-Dôme et notamment son article 31 relatif au service minimum,

VU l'arrêté du Président du Conseil d'administration du SDIS 63 en date du 31 janvier 2012 modifié portant règlement intérieur du SDIS 63 et de son CDSP et notamment son article 25 relatif à la grève et au service minimum,

CONSIDÉRANT le préavis de grève de la coordination syndicale départementale CGT des Services Publics du Puy-de-Dôme, couvrant l'ensemble des agents de la fonction publique territoriale.

CONSIDÉRANT la reconduction les autres préavis de grève des syndicats SUD SDIS, FASPP-PATS, SNSPP-PATS, CGT, SPASDIS-CFTC, AVENIR SECOURS, CFE-CGC, FO, SOLIDAIRE FONCTION PUBLIQUE, afférent à la réforme des retraites,

CONSIDÉRANT que la continuité de la mission de service public de secours et de lutte contre l'incendie rend nécessaire l'instauration du service minimum pour le SDIS 63 et son CDSP.

ARRÊTÉ

Article 1 : Pour permettre au Service Départemental d'Incendie et de Secours du Puy-de-Dôme (SDIS 63) et à son Corps départemental de sapeurs-pompiers (CDSP) d'assurer les missions qui leur incombent en application de l'article L 1424-2 du CGCT relatif aux services d'incendie et de secours, il est mis en place un service minimum pour un préavis de grève à compter du 1^{er} avril 2023 jusqu'au 30 avril 2023.

Article 2 : Le service minimum au sein du SDIS 63 et du CDSP est assuré sur la base des effectifs mentionnés dans les articles suivants. En cas de besoin, les personnels grévistes concernés sont nominativement appelés, rappelés ou maintenus dans leur poste sur ordre de leur supérieur hiérarchique. Il est donné à cette fin délégation au Directeur départemental des services d'incendie et de secours et en son absence ou en cas d'empêchement, au Directeur départemental adjoint, aux chefs de pôle, chefs de groupements de services ou territoriaux, aux chefs de service, aux chefs de centres ou respectivement leur adjoint.

Article 3 : Les personnels requis, appelés ou maintenus au service sont tenus d'assurer la totalité des tâches et missions liées à leur fonctions.

Article 4 : Le service minimum opérationnel est assuré par les effectifs suivants :

- le Directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- l'officier de garde CODIS,
- le chef de site,
- les chefs de colonne,
- les officiers ou sous-officiers chefs de groupe,
- l'infirmier soutien sanitaire opérationnel,
- un agent du service des transmissions,
- deux agents chargés de la téléassistance des personnes âgées dont un au titre de l'agglomération clermontoise ,
- deux agents du service des ressources humaines (FPT) dont le chef de bureau,
- les SP (SPP et/ou SPV) mentionnés dans le tableau ci-dessous incluant un nombre suffisant de personnels d'encadrement, de conducteurs ou de spécialistes :

➤ en semaine (hors samedi, dimanche et jours fériés) :

Services (CIS ou CTA-CODIS)	Effectif minimum de SP le jour		Effectif minimum de SP la nuit	
	SP	Dont SPP	SP	Dont SPP à minima*
CTA-CODIS	6	6	5	4
CSP CLERMONT-FERRAND	18	18	18	18
CS AUBIERE	6	6	6	4
CS CHAMALIERES	6	6	6	4
CS COURNON	6	6	6	4
CS GERZAT	6	6	6	4
CS ISSOIRE	6	6	6	4
CS RIOM	6	6	6	4
CS THIERS	6	6	6	4

➤ samedi, dimanche et jours fériés :

Services (CIS ou CTA-CODIS)	Effectif minimum de SP en jour		Effectif minimum de SP la nuit	
	SP	Dont SPP	SP	Dont SPP à minima*
CTA-CODIS	6	6	5	4
CSP CLERMONT-FERRAND	18	18	18	18
CS AUBIERE	6	4	6	4
CS CHAMALIERES	6	4	6	4
CS COURNON	6	4	6	4
CS GERZAT	6	4	6	4
CS ISSOIRE	6	4	6	4
CS RIOM	6	4	6	4
CS THIERS	6	4	6	4

* L'effectif de SPP en garde casernée doit être complété par des SP (SPP et/ou SPV) en garde casernée ou en astreinte, afin d'atteindre l'effectif de SP attendu.

Article 5 : Le service minimum de prévention est assuré par le nombre de SPP préventionnistes nécessaire à la tenue des commissions de sécurité réglementaires durant la période de grève.

Article 6 : Le service minimum de formation est assuré par le nombre de SPP nécessaire au bon déroulement des stages nationaux et des concours ou examens professionnels pendant la période de grève.

Article 7 : En application des dispositions de l'article R 102 du Code de justice Administrative, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans le délai de 2 mois.

Article 8 : M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours commandant le CDSP 63 est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Clermont-Ferrand, le **30 MARS 2023**

Le Préfet,

Philippe CHOPIN

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-03-21-00003

AP 12ème Rallye du Pays d'Ollièrgues

ARRETÉ N°SPI-2023-18

**Portant autorisation d'une manifestation sportive sur la voie publique
comportant l'engagement de véhicules à moteur**

RAA 63-2023-03-21-00003

Le Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, L.2215-1, L.3221-4 et L.3221-5

VU le Code de la Route et notamment ses articles L.411-7, R.411-10, R.411-29 à R.411-31 ;

VU le Code du Sport et notamment ses articles L.331-5 à L.331-7, L.331-9, D.331-5, R.331-18 à R.331-21, R.331-24, R.331-26 à R.331-28 ;

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.414-4 et R.414-19 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment son article L.3631-1 ;

VU l'arrêté interministériel du 27 décembre 2022 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral enregistré au RAA sous le n° SPI-2023-006 du 13 janvier 2022 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur des voies ouvertes à la circulation publique à certaines périodes de l'année 2023 ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme n° 63-2023-01-13-00007 du 13 janvier 2023 portant interdiction des concentrations ou manifestations sportives sur les routes à grande circulation à certaines périodes de l'année 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n° RAA 63-2022-08-16-00001 du 16 août 2022, portant délégation de signature à M. Bertrand DUCROS, Sous-préfet d'Issoire ;

VU le dossier de demande d'autorisation formulée par l'association sportive automobile LIVRADOIS FOREZ, représentée par M. Thierry DUPECHER, président, en vue d'être autorisée à organiser une épreuve motorisée le dimanche 9 avril 2023 dénommée «12^{ème} rallye régional du Pays d'Olliergues» ;

VU l'arrêté temporaire n° 23_UPT_04 du Président du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme réglementant l'utilisation des routes départementales à l'occasion de l'épreuve dite « 12^{ème} rallye régional du Pays d'Olliergues » ;

VU l'avis favorable des maires concernés ;

VU l'avis favorable de la Commission Départementale Sécurité Routière du 9 mars 2023 ;

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'Issoire ;

AR R E T E

Article 1er : L'association sportive automobile LIVRADOIS FOREZ, représentée par M. Thierry DUPECHER, président, en vue d'être autorisée à organiser une épreuve motorisée le dimanche 9 avril 2023 dénommée «12^{ème} rallye régional du Pays d'Olliergues».

Les vérifications administratives et techniques auront lieu le 8 avril
L'épreuve sportive aura lieu le 9 avril à partir de 9h30.
Le départ et l'arrivée sont prévus sur le parking de la mairie de Vertolaye.

Article 2 : Sécurité - secours

Cette autorisation est accordée sous réserve de la stricte observation des dispositions des décrets et arrêtés visés, ainsi que des mesures arrêtées par la Commission Départementale de la Sécurité Routière (C.D.S.R.) et par les services chargés de la surveillance et de la circulation.

Mesures de Sécurité

Le parking spectateurs se trouvera aux abords des spéciales avec suffisamment de place pour accueillir les spectateurs. L'accès aux spéciales et zones spectateurs se fera depuis le parking et ne pourra s'effectuer que par voie pédestre. Les zones spectateurs devront être balisées et surveillées par des commissaires chargés de leurs respects. Le public n'aura donc pas accès à la piste.

Des commissaires de piste seront placés aux endroits définis par le directeur de course avec des drapeaux de signalisation et des extincteurs.

Sur le parcours de liaison, les concurrents devront respecter en tous points les prescriptions du Code de la Route. Une signalisation en amont et en aval de chaque traversée des départementales devra être mise en place par les organisateurs. Des commissaires de courses ou des signaleurs, revêtus de gilets de signalisation à haute visibilité et munis de moyens lumineux de signalisation, devront être systématiquement mis en place sur chaque partie dangereuse de l'itinéraire.

La sécurité de l'épreuve est intégralement assurée par les organisateurs qui devront prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des participants, des personnels de l'organisation, des spectateurs et usagers de la route.

L'autorisation de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment par le responsable du service d'ordre si les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou si les mesures prévues pour la protection du public ou des concurrents par le règlement particulier de l'épreuve et par les mesures édictées dans cet arrêté ou si les dispositions du présent arrêté ne sont pas respectées.

Les règles techniques de sécurité (RTS) de la FFSA devront être respectées durant la manifestation. Les organisateurs devront à tout moment interrompre les départs s'il juge les conditions météorologiques au départ, sur le trajet ou à l'arrivée, défavorables. Ils devront interroger Météo France (notamment par le biais du répondeur téléphonique 32.50 ou par internet <http://www.meteo.fr/>) afin de connaître la couleur de la carte de vigilance météo et de prendre toutes mesures adaptées. Il réactualisera ses prévisions tout au long de la manifestation.

Secours et Protection

L'assistance médicale sera assurée par :

- 3 médecins, Dr. Philippe CARILLON, Dr. Ludovic PELISSIER et Dr. Christine LESPIAUCQ
- 1 équipe de Secouristes extracteurs avec un véhicule et son matériel (Association Secouriste-Extraction 63) ;
- 2 ambulances avec équipage de la SARL Ambulances du Livradois Forez ;
- 1 ambulance avec équipage de la Société Ambert Ambulances SAS Delayre ;
- 20 commissaires de course.

Les moyens de sécurité prévus par le présent arrêté ne devront quitter les lieux qu'après le départ des spectateurs, sur ordre du responsable.

Alerte des secours :

Faire figurer un numéro de téléphone au dossier de sécurité (portable et/ou téléphone fixe).

Les demandes de secours d'urgence seront à transmettre au CODIS sur simple appel au 18 ou 112.

Les moyens de sécurité prévus par le présent arrêté ne devront quitter les lieux qu'après le départ des spectateurs, sur ordre du responsable.

Les règles techniques de sécurité (RTS) de la FFSA devront être respectées durant la manifestation et les extincteurs devront être adaptés au risque à défendre.

Les organisateurs devront à tout moment interrompre les départs s'il juge les conditions météorologiques au départ, sur le trajet ou à l'arrivée, défavorables. Ils devront interroger Météo France (notamment par le biais du répondeur téléphonique 32.50 ou par internet <http://www.meteo.fr/>) afin de connaître la couleur de la carte de vigilance météo et de prendre toutes mesures adaptées. Il réactualisera ses prévisions tout au long de la manifestation.

Service d'Ordre :

Aucun service d'ordre particulier ne sera mis en place par la Gendarmerie. Cependant elle assurera un contrôle et une surveillance dans le cadre de son service courant et de sa disponibilité.

Les organisateurs devront mettre en place des commissaires de course en nombre suffisant aux chemins vicinaux et voies donnant accès aux hameaux jalonnant l'itinéraire des épreuves spéciales ainsi que sur les points les plus dangereux du circuit.

Ils seront identifiables au moyen d'un brassard marqué «course», munis d'un gilet de haute sécurité et en possession d'une copie du présent arrêté.

Les commissaires de course devront être équipés de moyens de liaison internes et opérationnels avant le départ de la course.

Article 3 : Les frais de service d'ordre éventuellement mis en place, sont à la charge de l'organisateur ainsi que la fourniture des dispositifs de sécurité et de protection du public.

Les organisateurs devront assurer la réparation des dommages et dégradations de toute nature de la voie publique causés par les concurrents, eux-mêmes ou leurs préposés.

Article 4 : L'autorisation de l'épreuve pourra être rapportée à tout moment par le responsable du service d'ordre si les conditions de sécurité ne se trouvent plus remplies ou si les mesures prévues pour la protection du public ou des concurrents par le règlement particulier de l'épreuve et par les mesures édictées dans cet arrêté.

Les services de Gendarmerie, en liaison avec les Maires des communes traversées, sont habilités à renforcer le dispositif de sécurité prévu dans le présent arrêté si les circonstances climatiques ou autres l'exigent.

Dès que la voie publique est interdite à la circulation, l'organisateur est seul habilité à réglementer son utilisation, après consultation du responsable des forces de l'ordre, qui a seul qualité pour répartir la mission reçue entre ses subordonnés et demeure seul juge de l'emploi de ses moyens.

Article 5: Environnement

Le jet de tracts, journaux, prospectus, objets ou produits quelconques sur la voie publique est rigoureusement interdit. Il convient de sensibiliser le public et les participants dans les brochures distribuées, la signalisation et la communication réalisée autour de la manifestation à respecter la nature et la faune sauvage, de nettoyer le parcours après la manifestation (débalisage et enlèvement des déchets). Les flèches et papillons du balisage pourront être attachés, **mais en aucun cas, ils ne seront cloués ou collés. Le balisage à la peinture est interdit.**

Article 6 : Le présent arrêté est délivré pour la manifestation sportive telle que libellée dans la demande d'autorisation de l'organisateur sous peine des sanctions pénales prévues aux articles R331-17-2 du Code du Sport et R411-321 du code de la route, qui disposent que :

- Article R331-17-2 du Code du Sport : « Le fait d'organiser sans la déclaration ou l'autorisation préalables prévues à l'article R. 331-6 une manifestation sportive est puni des peines prévues pour les contraventions de la cinquième classe.

Est puni des peines prévues pour les contraventions de la cinquième classe le fait, par l'organisateur, de ne pas respecter ou de ne pas faire respecter les prescriptions figurant dans l'autorisation administrative qui lui a été délivrée.

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait de participer sciemment à une manifestation sportive non autorisée alors qu'elle était soumise à autorisation en application de l'article R. 331-6. »

- Article R411-321 du code de la route : « Le fait, pour tout organisateur, hors le cas du défaut d'autorisation des courses de véhicules à moteur, de contrevenir aux dispositions réglementant les courses de toute nature, ainsi que les épreuves ou compétitions sportives, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe. »

Article 8 - : Copie du présent arrêté sera notifiée à :

Monsieur Thierry DUPECHER,

Mesdames et/ou messieurs les Maires de Job, Le Brugeron, Marat, Saint-Pierre-la-Bourlhonne et Vertolaye. .

Madame la Colonelle, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Puy-de-Dôme,

Monsieur le Directeur Départemental d'Incendie et de Secours du Puy-de-Dôme – Service Opérations,

Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

Monsieur le Directeur Départemental de l'Education Nationale (DSDEN) – Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports (SDJES)

Madame la Sous-préfète d'Ambert,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Issoire, le 21 mars

Pour le Préfet et par délégation,
le Sous-préfet d'Issoire


Bertrand DUCROS

Voies et délais de recours

En application des articles L.411-2 et R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-03-29-00001

Avis de la CDAC 166- AÄSGARD 35 - Aubière

**La Commission Départementale d'Aménagement Commercial
du Puy-de-Dôme**

**AVIS CONFORME N° 166
Commune d'AUBIERE**

Demande d'extension d'un ensemble commercial par création d'un magasin « AÄSGARD » d'une surface de vente de 174,80 m², portant la surface de vente de l'ensemble commercial de 1 230 m² à 1 404,80 m², 15 avenue du Roussillon sur la commune d'Aubière (63170).

Vu le Code général des collectivités territoriales, le Code de l'urbanisme, le Code de commerce ;

Vu la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 129 ;

Vu la loi ACTPE n° 2014-626 du 18 juin 2014, relative à l'artisanat, aux commerces et aux très petites entreprises ;

Vu le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

Vu le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitations commerciales ;

Vu l'arrêté préfectoral du n°2022-109 du 5 octobre 2022, publié au RAA n° 63-2022-128 du 12 octobre 2022, portant création de la commission départementale d'aménagement commercial et cinématographique du Puy-de-Dôme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 publié au RAA n°63-2022-045 le 22 avril 2022 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MAUREL, sous-préfet de l'arrondissement de Riom ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-10 en date du 13/02/2023, publié au RAA n°63-2023-021 le 15/02/2023, fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial pour l'examen de la présente demande ;

Vu la demande d'autorisation d'exploitation commerciale annexée au permis de construire n° 06301422G0036 déposé en mairie d'Aubière le 30 juin 2022, présentée par la société SARL AÄSGARD 35, Impasse du Goëlo, 22970 PLOUMAGOAR, enregistrée le 10 février 2023 par le secrétariat de la CDAC, en vue de la demande d'extension d'un ensemble commercial par création d'un magasin « AÄSGARD » d'une surface de vente de 174,80 m², portant la surface de vente de l'ensemble commercial de 1 230 m² à 1 404,80 m², 15 avenue du Roussillon sur la commune d'Aubière (63170) ;

Vu le rapport d'instruction de la Direction Départementale des Territoires en date du 10 mars 2023 ;

Après qu'en aient délibéré les membres de la commission le 28 mars 2023 régulièrement convoqués et les dispositions de l'article R 752-13 du code du commerce respectées ;

Considérant que, du point de vue de l'aménagement du territoire, le projet est contraire aux orientations définies par le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) qui traduit les choix du SCoT en matière d'aménagement commercial, et qui proscriit les installations nouvelles de cellules commerciales de moins de 800 m². Le projet qui consiste en une extension de 174,80 m² au sein de l'ensemble commercial est nettement en dessous de ces seuils. Le choix d'implantation n'apparaît pas non plus cohérent, alors qu'un projet d'ORT est en cours sur Clermont-Auvergne-Métropole visant à la revitalisation des centralités.

1/2

Considérant le manque d'ambition du point de vue du développement durable. Les efforts consentis pour augmenter la surface perméable par une légère re-végétalisation, et l'absence de recours à la production d'énergies renouvelables ne permettent pas une réelle amélioration de l'insertion paysagère et de la qualité architecturale de l'existant.

Considérant qu'ainsi que le projet ne répond pas aux critères énoncés L752-6 du code du commerce;

En conséquence émet un avis défavorable à la demande de permis de construire n° 06301422G0036 déposé en mairie d'Aubière le 30 juin 2022 concernant la demande d'extension d'un ensemble commercial par création d'un magasin « AÄSGARD » d'une surface de vente de 174,80 m², portant la surface de vente de l'ensemble commercial de 1 230 m² à 1 404,80 m², 15 avenue du Roussillon sur la commune d'Aubière (63170) , par **6 votes DÉFAVORABLES et 1 vote favorable**.

Ont voté défavorable :

- Madame Christine Mandon, représentant le Président de Clermont Auvergne Métropole ;
- Monsieur Pierre Pécoul représentant le Président du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural « Le Grand Clermont » ;
- Monsieur Jean-Paul Cuzin, représentant le Président du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme ;
- Madame Christiane Gesta, personnalité qualifiée au titre de la consommation et de la protection des consommateurs ;
- Madame Marie-Christine Belouin, personnalité qualifiée au titre du développement durable et de l'aménagement du territoire ;
- Monsieur Pascal Eynard, personnalité qualifiée au titre du développement durable et de l'aménagement du territoire.

A voté favorable :

- Monsieur Sylvain Casildas, Maire d'Aubière.

Fait à Riom, le 28 mars 2023

Le sous-préfet,

Olivier MAUREL

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET JOINT À L'AVIS / ~~LA DÉCISION~~¹ DE LA CDAC / ~~CNAC~~² N°166 DU 28/03/2023

(articles R. 752-16 / R. 752-38 et R. 752-44 du code de commerce)

POUR TOUT ÉQUIPEMENT COMMERCIAL

(a à e du 3° de l'article R. 752-44-3 du code de commerce)

Superficie totale du lieu d'implantation (en m²)		6886	
Et références cadastrales du terrain d'assiette (cf. b du 2° du I de l'article art. R 752-6)		Section BW	
		Parcelles 7, 169, 246	
Points d'accès (A) et de sortie (S) du site (cf. b, c et d du 2° du I de l'article R. 752-6)	Avant projet	Nombre de A	
		Nombre de S	
		Nombre de A/S	1
	Après projet	Nombre de A	
		Nombre de S	
		Nombre de A/S	1
Espaces verts et surfaces perméables (cf. b du 2° et d du 4° du I de l'article R. 752-6)	Superficie du terrain consacrée aux espaces verts (en m²)		1156
	Autres surfaces végétalisées (toitures, façades, autre(s), en m²)		Toiture végétalisée sur 650 m²
	Autres surfaces non imperméabilisées : m² et matériaux / procédés utilisés		
Energies renouvelables (cf. b du 4° de l'article R. 752-6)	Panneaux photovoltaïques : m² et localisation		
	Eoliennes (nombre et localisation)		
	Autres procédés (m² / nombre et localisation) et observations éventuelles :		
Autres éléments intrinsèques ou connexes au projet mentionnés expressément par la commission dans son avis ou sa décision			

¹ Rayer la mention inutile.

² Rayer la mention inutile et compléter avec le numéro et la date de l'avis ou de la décision.

POUR LES MAGASINS ET ENSEMBLES COMMERCIAUX (a à c du 1° de l'article R.752-44 du code de commerce)							
Surface de vente (cf. a, b, d ou e du 1° du I de l'article R. 752- 6) Et Secteurs d'activité (cf. a, b, d et e du 1° du I de l'article R.752-6)	Avant projet	Surface de vente (SV) totale		1230			
		Magasins de SV ≥300 m²	Nombre		4		
			SV/magasin ³		800		
	Après projet	Surface de vente (SV) totale		1404,80			
		Magasins de SV ≥300 m²	Nombre		5		
			SV/magasin ⁴		800		
Capacité de stationnement (cf. g du 1° du I de l'article R.752- 6)	Avant projet	Nombre de places	Total	83			
			Electriques/hybrides				
			Co-voiturage				
			Auto-partage				
			Perméables				
	Après projet	Nombre de places	Total	82			
			Electriques/hybrides				
			Co-voiturage				
			Auto-partage				
			Perméables				
POUR LES POINTS PERMANENTS DE RETRAIT (« DRIVE ») (2° de l'article R.752-44 du code de commerce)							
Nombre de pistes de ravitaillement	Avant projet						
	Après projet						
Emprise au sol affectée au retrait des marchandises (en m²)	Avant projet						
	Après projet						

³ Si plus de 5 magasins d'une surface de vente (SV) ≥ 300 m², ne pas renseigner cette ligne mais renvoyer à une feuille libre annexée au tableau sur laquelle sont :

- rappelés la commission (CDAC n° département/CNAC), le n° et la date de l'avis ou de la décision ;
- listés, chacun avec sa SV, tous les magasins d'une surface de vente ≥ 300 m² sous la mention « détail des XX magasins d'une SV ≥ 300 m² ».

⁴ Cf. ⁽²⁾

63_Pref_Préfecture du Puy-de-Dôme

63-2023-03-29-00002

Avis favorable CDAC 167

**La Commission Départementale d'Aménagement Commercial
du Puy-de-Dôme**

AVIS CONFORME N° 167
Commune d'Aubière

**Demande d'extension d'un ensemble commercial par création d'un magasin « Hygena » d'une surface de vente de 807,54 m², portant la surface de vente de l'ensemble commercial de 989 m² à 1278 m²,
126 Avenue de Cournon sur la commune d'Aubière (63170)**

- Vu** le Code général des collectivités territoriales, le Code de l'urbanisme, le Code de commerce ;
- Vu** la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 129 ;
- Vu** la loi ACTPE n° 2014-626 du 18 juin 2014, relative à l'artisanat, aux commerces et aux très petites entreprises ;
- Vu** le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;
- Vu** le décret n° 2019-331 du 17 avril 2019 relatif à la composition et au fonctionnement des commissions départementales d'aménagement commercial et aux demandes d'autorisation d'exploitations commerciales ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du n°2022-109 du 5 octobre 2022, publié au RAA n° 63-2022-128 du 12 octobre 2022, portant création de la commission départementale d'aménagement commercial et cinématographique du Puy-de-Dôme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 avril 2022 publié au RAA n°63-2022-045 le 22 avril 2022 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MAUREL, sous-préfet de l'arrondissement de Riom ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-09 du 13/02/2023, publié au RAA n°63-2023-021 le 15 février 2023, fixant la composition de la commission départementale d'aménagement commercial pour l'examen de la présente demande ;
- Vu** la demande d'autorisation d'exploitation commerciale annexée au permis de construire n° 06301423G0003 déposé en mairie d'Aubière le 17 janvier 2023, présentée par la société SAS PAREP, basée 2 montée du Puy, 63270 PIGNOLS, enregistrée le 6 février 2023 par le secrétariat de la CDAC, en vue de la demande d'extension d'un ensemble commercial par création d'un magasin « Hygena » d'une surface de vente de 807,54 m², portant la surface de vente de l'ensemble commercial de 989 m² à 1 796,54 m², 126 Avenue de Cournon sur la commune d'Aubière (63170) ;
- Vu** le rapport d'instruction de la Direction Départementale des Territoires en date du 13 mars 2023 ;
- Après qu'en aient délibéré les membres de la commission le 28 mars 2023 régulièrement convoqués et les dispositions de l'article R 752-13 du code du commerce respectées ;
- Considérant** que, du point de vue de l'aménagement du territoire, le projet est en adéquation avec les ambitions des documents d'urbanisme du SCoT qui favorise prioritairement la densification et la requalification des zones d'activités existantes du territoire, et la fiche n°2 du DAAC dont l'enjeu réside dans la modernisation de l'offre et la diversification fonctionnelle sous réserve de création d'une surface de vente minimale de 800 m².

Le projet consiste en une optimisation de la surface du foncier avec une volonté de désartificialisation du parc de stationnement par la suppression de 263 m² déjà goudronnés et de limitation de l'étalement par une augmentation de 15 places, le parking totalisant ainsi 36 places dont 2 places PMR, la création de 2 places réservées à la recharge des véhicules électriques, ainsi que la mise en place d'un abri couvert à vélos de 6 places. Le trafic routier supplémentaire induit sera marginal.

Considérant que du point de vue du développement durable, outre la création de 2 places de stationnement réservées à la recharge des véhicules électriques et 8 places pré-équipées, la végétalisation des espaces libres qui accueilleront la plantation de 13 arbres et qui sera augmentée représentant 448 m² (12 % du foncier), et la désimperméabilisation concerne 58 % de la surface de stationnement. Une cuve de 3 m³ de récupération des eaux pluviales sera installée permettant l'arrosage et le nettoyage du parking. Le projet intègre 20 m² de panneaux photovoltaïques en toiture permettant d'intégrer un procédé de production d'énergie renouvelable.

Considérant qu'en matière de protection des consommateurs, l'installation de l'enseigne proposant des meubles de cuisine en kit de fabrication française permettra de proposer aux consommateurs, une offre à moindre coût qui est actuellement proposée par peu d'enseigne dans le département.

Considérant que le projet devra être conforme aux documents d'urbanisme existants ;

Considérant qu'il apparaît compatible avec les dispositions du Code de commerce et notamment les articles L750-1 et L752-6 ;

En conséquence émet un avis favorable à la demande de permis de construire n° 06301423G0003 valant autorisation d'exploitation commerciale relative à la demande d'extension d'un ensemble commercial par création d'un magasin « Hygena » d'une surface de vente de 807,54 m², portant la surface de vente de l'ensemble commercial de 989 m² à 1 796,54 m², 126 Avenue de Cournon sur la commune d'Aubière (63170), par **7 votes FAVORABLES**.

Ont voté favorable :

Monsieur Sylvain Casildas, Maire d'Aubière, ;

Madame Christine Mandon, représentant le Président de Clermont Auvergne Métropole ;

Monsieur Pierre Pecoul, représentant le Président du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural « Le Grand Clermont » ;

Monsieur Jean-Paul cuzin, représentant le Président du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme ;

Madame Christiane Gesta, personnalité qualifiée au titre de la consommation et de la protection des consommateurs ;

Madame Marie-Christine Belouin, personnalité qualifiée au titre du développement durable et de l'aménagement du territoire ;

Monsieur Pascal Eynard, personnalité qualifiée au titre du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Fait à Riom, le 28 mars 2023
Le sous-préfet,

Olivier MAUREL

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

JOINT À L'AVIS / ~~LA DÉCISION~~¹ DE LA CDAC / ~~CNAC~~² N°167

DU 28/03/2023

(articles R. 752-16 / R. 752-38 et R. 752-44 du code de commerce)

POUR TOUT ÉQUIPEMENT COMMERCIAL

(a à e du 3° de l'article R. 752-44-3 du code de commerce)

Superficie totale du lieu d'implantation (en m²)		3781	
Et références cadastrales du terrain d'assiette (cf. b du 2° du I de l'article art. R 752-6)		Zone U, section BN.	
		Parcelle 51	
Points d'accès (A) et de sortie (S) du site (cf. b, c et d du 2° du I de l'article R. 752-6)	Avant projet	Nombre de A	
		Nombre de S	
		Nombre de A/S	2
	Après projet	Nombre de A	
		Nombre de S	
		Nombre de A/S	2
Espaces verts et surfaces perméables (cf. b du 2° et d du 4° du I de l'article R. 752-6)	Superficie du terrain consacrée aux espaces verts (en m²)		448
	Autres surfaces végétalisées (toitures, façades, autre(s), en m²)		
	Autres surfaces non imperméabilisées : m² et matériaux / procédés utilisés		21 places de stationnement en pavés drainants = 262,5 m²
Energies renouvelables (cf. b du 4° de l'article R. 752-6)	Panneaux photovoltaïques : m² et localisation		20 m² répartis en 2 fois 10 m² sur les toitures
	Eoliennes (nombre et localisation)		
	Autres procédés (m² / nombre et localisation) et observations éventuelles :		Installation d'une cuve de récupération des eaux pluviales de 3 m³ pour arrosage des espaces verts
Autres éléments intrinsèques ou connexes au projet mentionnés expressément par la commission dans son avis ou sa décision	- Accord du pétitionnaire de substituer la peinture bleu turquoise du bâtiment par la seconde proposition de l'enseigne constituée par une peinture gris clair, admise au cahier des charges du PLU, afin de préserver une insertion visuelle du bâtiment plus homogène à l'aspect de l'ensemble commercial.		

¹ Rayer la mention inutile.

² Rayer la mention inutile et compléter avec le numéro et la date de l'avis ou de la décision.

POUR LES MAGASINS ET ENSEMBLES COMMERCIAUX

(a à c du 1° de l'article R.752-44 du code de commerce)

Surface de vente <i>(cf. a, b, d ou e du 1° du I de l'article R. 752-6)</i> Et Secteurs d'activité <i>(cf. a, b, d et e du 1° du I de l'article R.752-6)</i>	Avant projet	Surface de vente (SV) totale		989			
		Magasins de SV ≥ 300 m²	Nombre		2		
			SV/magasin ³		500	489	
			Secteur (1 ou 2)		2	2	
	Après projet	Surface de vente (SV) totale		1796			
		Magasins de SV ≥ 300 m²	Nombre		3		
			SV/magasin ⁴		500	489	807
			Secteur (1 ou 2)		2	2	2
Capacité de stationnement <i>(cf. g du 1° du I de l'article R.752-6)</i>	Avant projet	Nombre de places	Total	21			
			Electriques/hybrides				
			Co-voiturage				
			Auto-partage				
			Perméables				
	Après projet	Nombre de places	Total	36			
			Electriques/hybrides	10			
			Co-voiturage				
			Auto-partage				
			Perméables	21			

POUR LES POINTS PERMANENTS DE RETRAIT (« DRIVE »)

(2° de l'article R.752-44 du code de commerce)

Nombre de pistes de ravitaillement	Avant projet		
	Après projet		
Emprise au sol affectée au retrait des marchandises (en m²)	Avant projet		
	Après projet		

³ Si plus de 5 magasins d'une surface de vente (SV) ≥ 300 m², ne pas renseigner cette ligne mais renvoyer à une feuille libre annexée au tableau sur laquelle sont :

- rappelés la commission (CDAC n° département/CNAC), le n° et la date de l'avis ou de la décision ;
- listés, chacun avec sa SV, tous les magasins d'une surface de vente ≥ 300 m² sous la mention « détail des XX magasins d'une SV ≥ 300 m² ».

⁴ Cf. (2)